APERCU DE LA SITUATION DE PROTECTION

L'année 2020 a été caractérisée par une recrudescence de la situation d'insécurité résultant de l'intensification de l'activisme des groupes armés, des opérations de reddition des Forces Armées Congolaises (FARDC) contre ces groupes armés occasionnant des violences contre les populations civiles ainsi que des conflits intercommunautaires et des activités criminelles.

84 173 violations des droits humains et incidents de protection rapportés de janvier à décembre 2020 dans l'ensemble des provinces couvertes par le monitoring de protection, ce qui représente une hausse de 56,5% par rapport à 2019 qui a enregistré 53 784 violations.
L'Est de la RDC reste la zone la plus affectée avec les provinces de l'Ituri et du Sud Kivu qui ont enregistré chacune 22% de violations rapportées, suivies du Nord Kivu avec 21% de violations. La province du Kasaï vient en 4ième position avec 12% suivi du Tanganyika avec 11%.

Les incidents les plus récurrents sont relatifs aux violations du droit à la propriété (49%), des violations au droit à l'intégrité physique (21%), violations au droit à la liberté (20%) ainsi qu'aux violences sexuelles et basées sur le genre (7%).
Environ 81 % des violations rapportées sont perpetuées à l'encontre des personnes relevantes du mandant du HCR avec notamment 54% pour la categorie PDIs retournés.

Le pic constaté dans les violations enregistrées au mois de mai se justifie par la montée de l'activisme des groupes armés suite au retour en brousse d'anciens éléments et la baisse du mois de juin par la relance et le renforcement des opérations de reddition. Notons cependant que les chiffres des violations se limitent à la zone de couverture de monitoring de protection et ne représentent nullement la situation réelle sur l'ensemble du territoire de la RDC.

CHIFFRES CLES

 # Violations 84 173

 # Incidents 37 649

 # Victimes 76 452

 # Moniteurs 156

DESAGREGATION DES VICTIMES PAR SEXE

35% 26 813

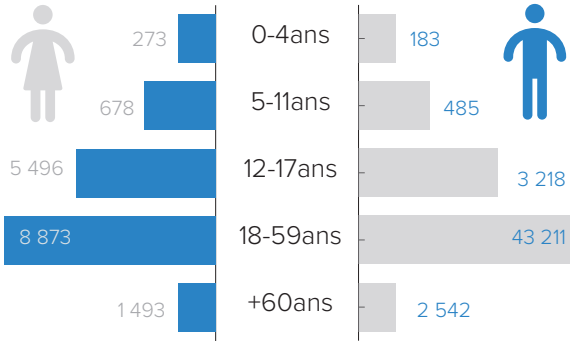
65% 49 639

DESAGREGATION DES VICTIMES PAR TRANCHE D'AGE

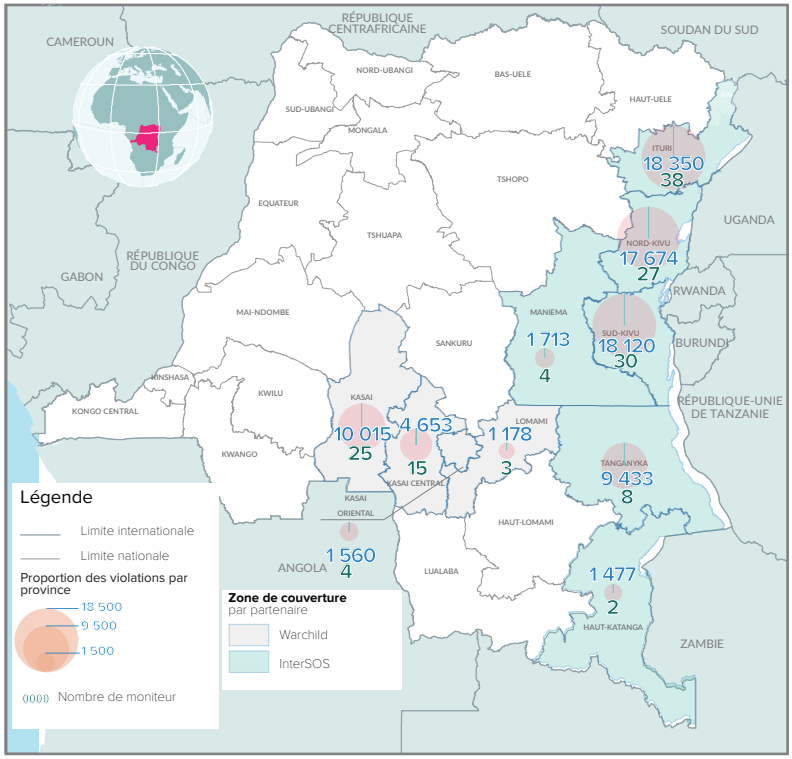
14% 10 333

81% 62 084

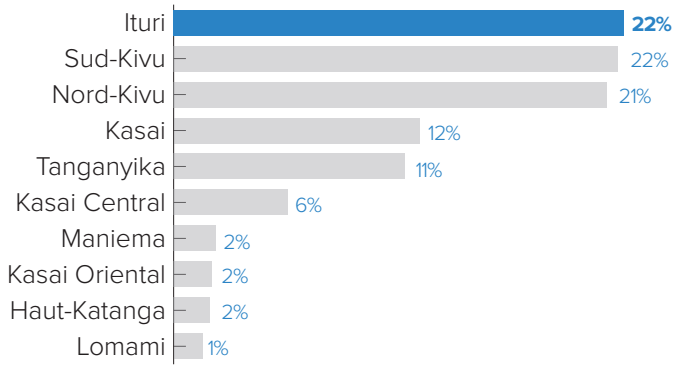
5% 4 035



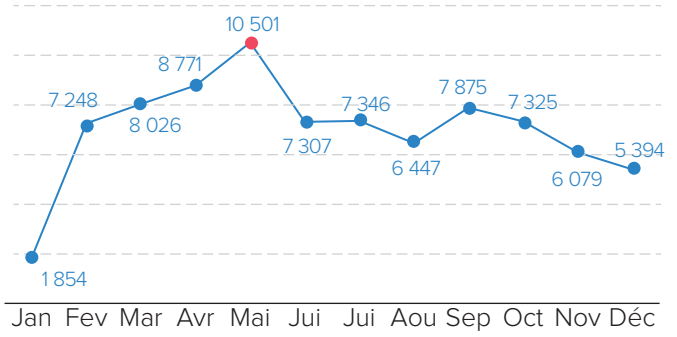
VIOLATION PAR PROVINCE



PROPORTION DE VIOLATIONS PAR PROVINCE

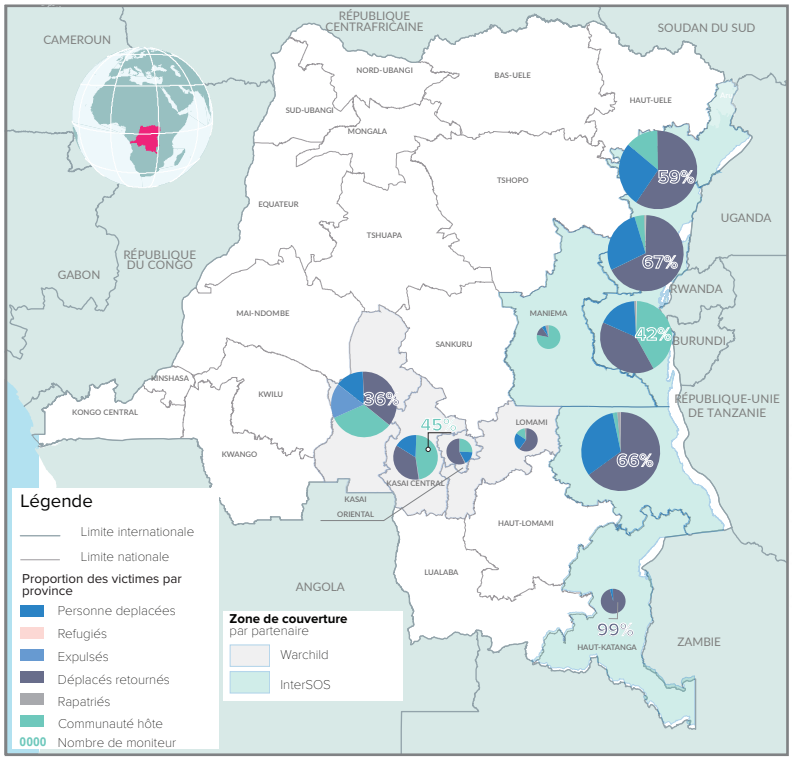


TENDANCE MENSUELLE DE VIOLATION

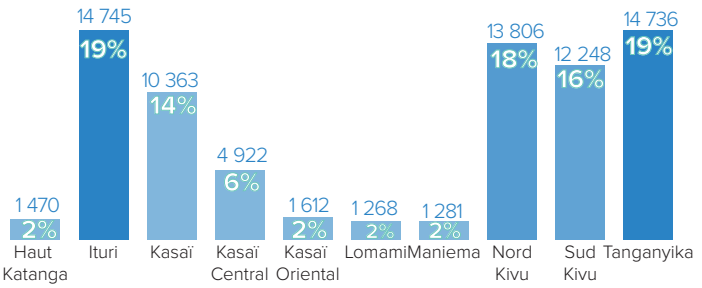


Les limites et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent ni approbation ni acceptation officielle par les Nations Unies. Lorem ipsum

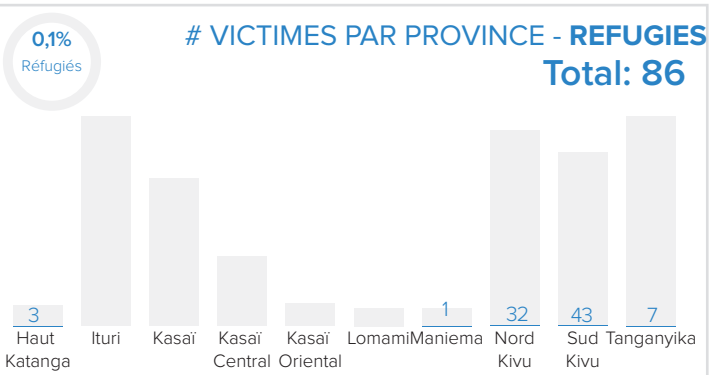
CATEGORIE DE VICTIMES PAR PROVINCE



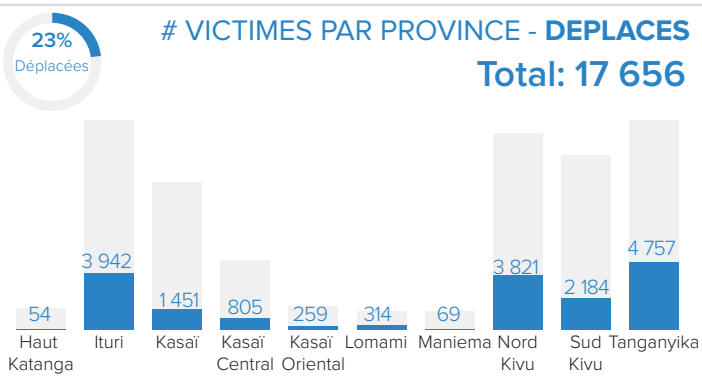
VICTIMES PAR PROVINCE
Total: 76 452



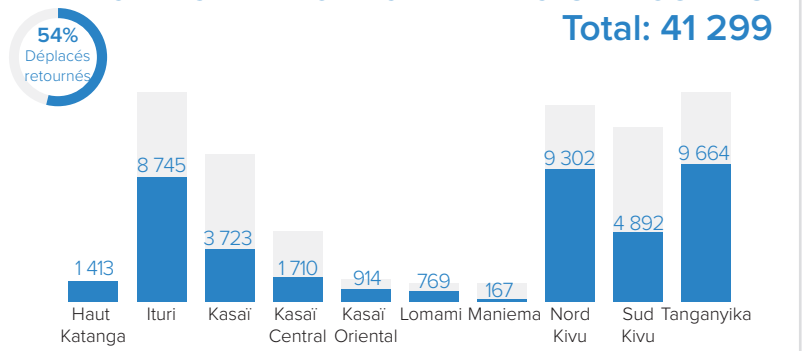
VICTIMES PAR PROVINCE - **REFUGIES**
Total: 86



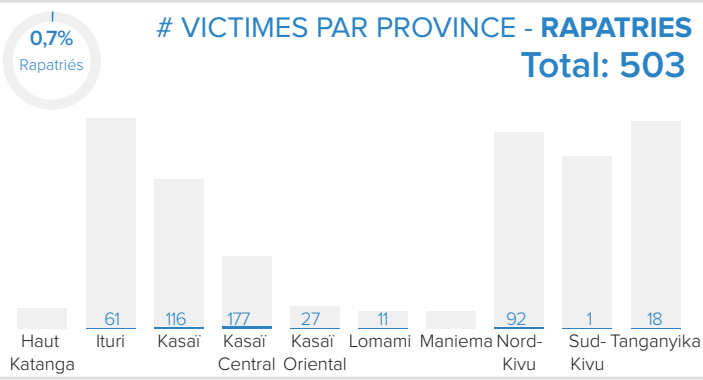
VICTIMES PAR PROVINCE - **DEPLACES**
Total: 17 656



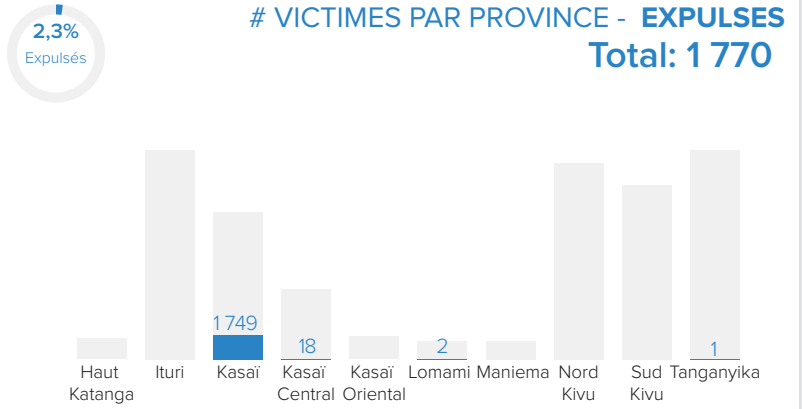
VICTIMES PAR PROVINCE - **DEPLACES-RETOURNES**
Total: 41 299



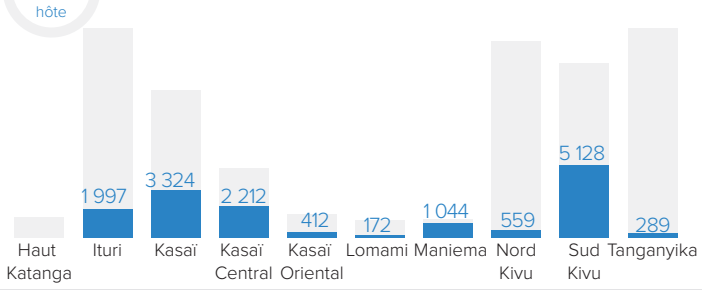
VICTIMES PAR PROVINCE - **RAPATRIES**
Total: 503



VICTIMES PAR PROVINCE - **EXPULSES**
Total: 1 770



VICTIMES PAR PROVINCE - **COMMUNAUTE HOTE**
Total: 15 137



Les limites et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent ni approbation ni acceptation officielle par les Nations Unies.

APERCU SUR LES AUTEURS PRESUMES

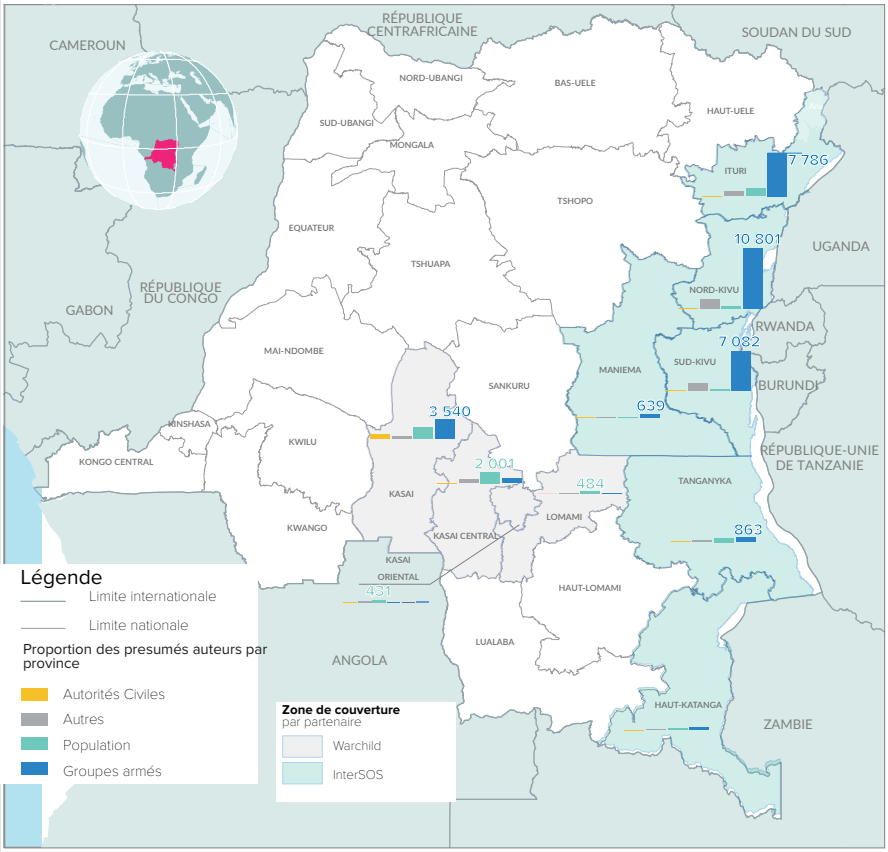
Les principaux auteurs présumés des violations et incidents de protection sont constitués de groupes armés, identifiés comme auteurs de 69 % des violations rapportés en 2020, suivis des autorités civiles avec 4 % des violations.

Il convient de noter que les groupes armés figurent en première position pour les violations aux droits à la propriété, les violations au droit à l'intégrité physique et les violations au droit à la liberté et la population civile pour les violences sexuelles et conflits fonciers.

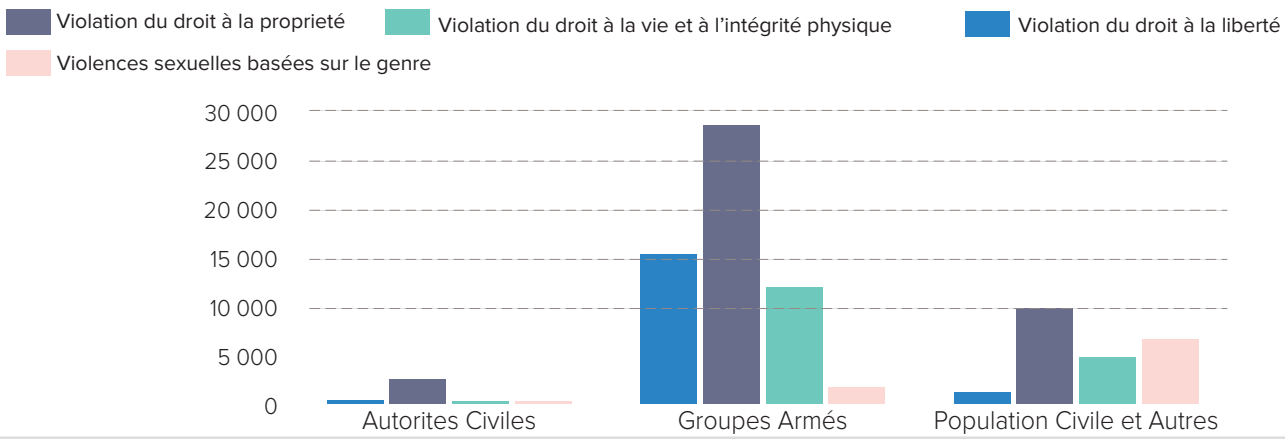
Les analyses des tendances révèlent également des divergences en termes d'auteur principaux selon la province de couverture de protection monitoring.

En effet, dans les provinces de l'Ituri, du Maniema , du Nord et Sud Kivu, Tanganyika, Haut Katanga et Kasaï les groupes armés constituent les premiers auteurs tandis que dans le Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami, la populaion civile sont cités en première position. Ces divergences se justifient par les contextes spécifiques de chaque zone.

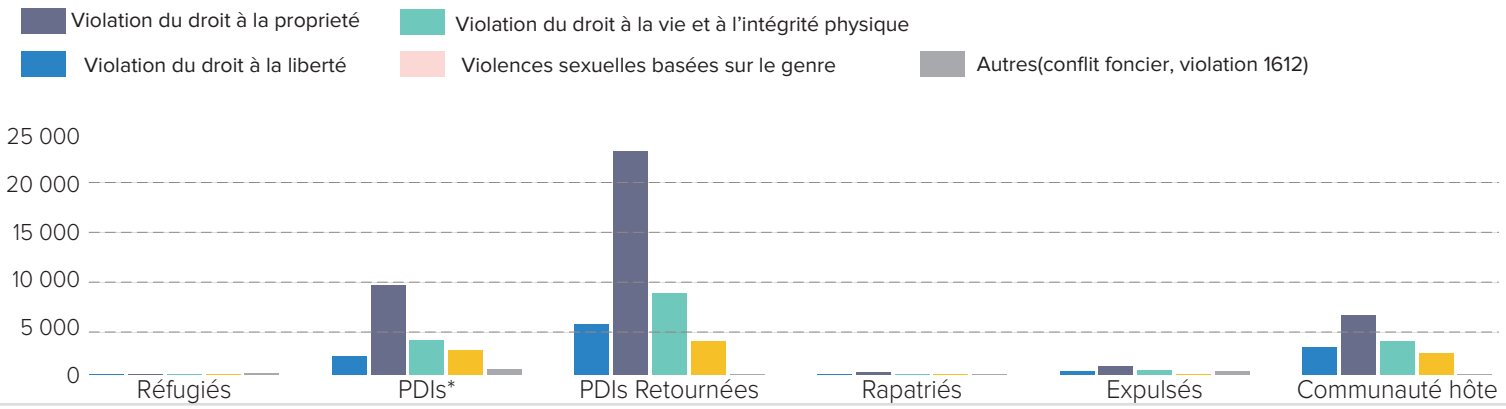
AUTEURS PRESUMES PAR PROVINCE



VIOLATION PAR AUTEURS PRESUMES



VIOLATION PAR TYPE DE VICTIME



Les limites et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent ni approbation ni acceptation officielle par les Nations Unies. *:Personnes déplcées internes

IV. NIVEAU DE REPONSE DU MONITORING DE PROTECTION

Référence vers les structures de prise en charge et réponse

1. **1 856** survivants parmi **2 829** ont accès au Pepkit soit **66%**
2. **21 %** soit **2 685** victimes ont reçu un appui psychosocial
3. **14%** soit **1 242** victimes ont reçu une assistance légale
4. **11%** soit 1 082 survivants ont eu accès à l'assistance matériel pour la réinsertion économique et scolaire
5. Appui aux Tribunales de Grande Instance pour l'organisation des audience foraines
6. **522** victimes de détention arbitraires libérés

Evaluation de protection et /ou multisectorielle

1. **48** missions d'évaluations conduites permettant d'évaluer les besoins des personnes déplacées et retournés en vue du positionnement des acteurs disponibles

Renforcement des structures communautaires de protection

1. 121 structures communautaires formées sur la protection des IDPs, le PM, le GBV case management, PSEA, prévention covid-19
2. Dotation desdites structures en materiel de sensibilisation, outils de PM, moyen de transport (selon la zone et le besoin identifié)

Prévention, sensibilisation et plaidoyer

1. Formation des membres des communautés, leaders communautaires et religieux sur la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre, Protection de l'Enfant. Prevention et transformation des conflits
2. Plaidoyer au niveau local et provincial
3. Sensibilisation sur les thématiques de protection

Production et diffusion des produits de monitoring de protection

1. Rapports mensuels, rapports d'analyses specifiques, alertes et rapports flash...
2. Recommandations pour l'orientation de la programmation humanitaire
3. Activites de plaidoyer national et régional
4. Contribution à l'élaboration des rapports au niveau de la région et du siege
5. Mise en place de l'application SAR pour faciliter la collecte, l'analyse et la transmissions des données du monitoring de protection et formation des acteurs